

---

# Les investissements directs étrangers en Turquie en 2013

---

## Résumé

Une diminution significative des investissements directs étrangers (IDE) vers la Turquie avait été observée depuis fin 2008. Malgré une reprise à partir de 2011, la Turquie attire peu les investisseurs étrangers et les flux d'IDE restent à un niveau inférieur à celui observé avant la crise de 2008, n'apportant qu'une contribution limitée au financement du déficit des paiements courants.

En termes de stocks, l'Europe est, de loin le premier investisseur direct en Turquie. La France, fait partie du cercle restreint des sept premiers investisseurs en Turquie.

## Evolution des flux d'investissements directs étrangers au cours des dernières années

---

Après avoir affiché tout au long des années 90 une attractivité médiocre (apport annuel moyen d'IDE de l'ordre d'un milliard de dollars), la Turquie a bénéficié, à partir de 2005, d'un retournement de situation spectaculaire – cf. graphique : les flux accueillis en 2005 se sont élevés à 10 Mds USD et ce montant a doublé en 2006, avec un peu plus de 20 Mds USD. Les IDE ont culminé, en valeur absolue, à 22 Mds USD en 2007. La crise financière internationale et l'essoufflement du processus de privatisation ont toutefois entraîné un renversement de tendance : les flux d'IDE vers la Turquie ont commencé à diminuer à partir de septembre 2008 et ont atteint 19,8 Mds USD en fin 2008 avant de passer à 8,6 Mds USD en 2009.

En 2011, la situation a été bien meilleure qu'en 2010 : les flux d'IDE vers la Turquie s'établissent à 16,2 Mds USD, soit une hausse de 80% par rapport à l'exercice précédent. En 2012 et 2013, les investisseurs étrangers continuent d'investir sur le marché turc mais dans une moindre mesure ; 13,2 Mds et 12,9 Mds USD respectivement. Les pays de l'Union européenne ont généré 63% des flux de capitaux investis en 2013 (73,6% en 2012).

Les investissements réalisés par les 3 premiers investisseurs (Allemagne, Pays-Bas et Russie) représentent environ 37% des flux de capitaux entrants en Turquie tout au long de l'année 2013. La France occupe le 13<sup>ème</sup> rang des investisseurs étrangers en termes de flux avec 222 MUSD.

Malgré l'activité économique soutenue depuis 2010, les flux d'IDE demeurent toujours bien en-dessous de ses niveaux d'avant la crise financière et représentent 1,6% du PIB fin 2013.

En 2013, les flux d'IDE se sont concentrés sur les secteurs suivants : services (52,6%), électricité, eau et gaz (22,8%) et industrie manufacturière (21,5%). Les IDE dirigés vers les services se concentrent à hauteur de 70% sur l'intermédiation financière.

Toutefois, ce chiffre de flux ne couvre que 19,8% du déficit des opérations courantes (65,1 Mds USD) observé en Turquie en 2013 et concerne peu d'investissements « greenfield ».

Ce déficit reste en grande partie financé par des investissements de portefeuille qui sont de nature instable, volatile et très dépendante de la conjoncture extérieure.

## Les stocks d'investissements directs étrangers en Turquie

---

Le stock d'investissement direct étranger en Turquie atteignait 181,2 Mds USD en fin 2012, soit 23% du PIB du pays. Selon le rapport annuel de la CNUCED, la Turquie occupait le 28ème rang mondial en termes de stocks d'investissements (23ème rang en 2011) et représente seulement 0,8% du stock d'investissements mondial. Elle reste loin derrière les pays comme le Brésil, la Russie ou encore le Mexique. Pour remédier à cette situation, le gouvernement turc a mis en place un paquet de mesures incitatives fiscales, douanières destinées à favoriser les IDE en Turquie.

L'Europe, grâce à sa proximité géographique et à l'étroitesse de ses liens commerciaux, est le premier investisseur direct en Turquie : plus de 81% du stock d'investissement (147,4 Mds USD) sont ainsi réalisés par les pays européens.

Notre pays occupe, fin 2012 et en termes de stocks, le 7ème rang des investisseurs étrangers en Turquie avec 8,8 Mds USD, derrière les Pays-Bas (35,8 Mds USD), l'Autriche (16 Mds USD), l'Allemagne (15,9 Mds USD), le Royaume-Uni (12,9 Mds USD), l'Espagne (11,4 Mds USD) et le Luxembourg (9,4 Mds USD). Toutefois, il convient de préciser que certains investissements d'entreprises françaises transitent, pour des raisons fiscales, par d'autres pays, ces investissements n'étant pas comptabilisés au crédit de la France.

Le stock d'investissements français représente 4,9% du stock global d'IDE en Turquie et 6% du stock européen.

## Focus sur les investissements français en Turquie

---

Près de 400 entreprises françaises, dont les 3/4 des entreprises du CAC 40, sont présentes en Turquie et emploient 100.000 personnes. Ces investissements, très variés (banque, assurance, grande distribution, transports, énergie...), sont le plus souvent des investissements de production, voire de haute technologie (automobile, chimie, pharmacie, transformateurs électriques...).

Alors que la part de marché de la France connaît un déclin marqué (pour mémoire, notre part de marché a été de 3,2% en 2013 après 3,8% en 2012 et 5% en 2009) dans le commerce extérieur turc, l'investissement français en Turquie est certainement l'un des enjeux majeurs de l'évolution de notre relation bilatérale.

En effet, sous l'effet conjugué d'un déficit des opérations courantes de l'économie turque (près de 8%), d'une dette à court terme en forte croissance et de réserves en devises en diminution, les besoins de financements externes de la Turquie sont évalués à 28% du PIB en 2014, soit l'un des niveaux les plus élevés au monde.

Ainsi, en raison du besoin d'investissements étrangers (et de financements externes) de la Turquie pour soutenir son développement économique, les entreprises françaises ont un rôle important à jouer en Turquie, prioritairement dans les secteurs des transports (ferroviaires et urbains), de l'énergie et de l'environnement. Les projets d'investissements turcs d'ici 2023 sont estimés à près de 300 Mds €, avec un recours au PPP qui ouvre la voie à des investisseurs étrangers.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Annexe statistique

Evolution des flux d'IDE vers la Turquie depuis 2001

